**Sur la grève**

1. **Pourquoi faites-vous de nouveau grève ?**

* Malgré nos alertes, les pouvoirs publics refusent de nous entendre et restent arc-boutés sur leur projet de ponction de plus d’1,3 milliard d’euros.
* Nous avons pourtant fait des propositions. Depuis le début, nous sommes d’accord pour une contribution exceptionnelle de 250 millions d’euros en 2023 pour participer à la maîtrise des dépenses COVID.
* Cette semaine, nous avons formulé une dernière proposition à la CNAM pour débloquer la situation. Une proposition qui répond à toutes ces demandes : réaliser 250 millions d’euros d’économies en 2023, et diminuer l’enveloppe de financement de la biologie courante entre 2024 et 2026.
* En plus de notre contribution sur 2023, nous avons donc indiqué à la CNAM que nous étions prêts à faire un effort de 145 millions d’euros chaque année. Au total, ce sont donc 685 millions d’euros d’économies qui seraient réalisés en 4 ans.
* Les quatre organisations syndicales de la biologie médicale ont donc joué cartes sur table, alertant ainsi l’Assurance Maladie sur la mise en péril de la profession en cas de coup de rabot supérieur à cette proposition.
* Mais ce n’est jamais assez pour le gouvernement qui a décidé de faire de la biologie un symbole, un totem à sacrifier sur l’autel d’un « quoiqu’il en coûte » que la biologie médicale a appliqué sans broncher et sur lequel elle avait alerté dès l’automne 2020.
* Aussi, nous avons décidé de repartir en grève. Nous avions annoncé que notre mouvement serait reconductible faute d’avancée. Confrontés à un mur, nous n’avons d’autre choix que de rejoindre nos collègues libéraux pour dénoncer une politique globale de destruction des professions de santé libérales.

1. **Combien de laboratoires sont fermés ?**

* Nous visons un suivi du mouvement de grève autour de 95 % sur le territoire national, comme lors de notre première grève. Une telle mobilisation est exceptionnelle, et montre la gronde des laboratoires sur le terrain.

1. **La grève est annoncée pour deux jours, avez-vous prévu de la reconduire ?**

* Nous nous laissons toujours la possibilité de la reconduire. Après nos nombreuses alertes et efforts pour trouver une sortie par le haut à notre conflit avec le gouvernement, nous sommes contraints de rester mobilisés pour faire bouger les lignes.

1. **Quels laboratoires sont concernés ?**

* Tous les laboratoires sont fermés, mis à part les laboratoires d’établissements de santé qui restent évidemment fonctionnels pour les patients passant par les services d’urgences et les patients déjà hospitalisés.
* Toutes nos parties prenantes sur le terrain ont été informées, de même que les patients qui pourront se replier sur les urgences les plus proches.

1. **Pourquoi pénalisez les patients ? Ne prenez-vous pas le risque de vous mettre l’opinion à dos ?**

* C’est toujours la même chose ! À croire que les autorités auraient un droit naturel à nous imposer des choses absurdes, et nous un devoir moral à obéir sans broncher.
* Face à une décision qui menace directement nos laboratoires et donc la santé des patients – rappelons que près de 10 % de nos sites sont menacés ! – il est de notre devoir de nous mobiliser.
* Les Français le comprendront d’autant plus que ce sont tous les libéraux de santé qui seront mobilisés contre les pratiques du gouvernement.
* Précisons également que les patients peuvent toujours se tourner vers les urgences si besoin.

1. **À quelle condition cesserez-vous votre mobilisation ?**

* À la condition qu’une réponse claire et satisfaisante nous soit apportée. Cette semaine encore, nous avons fait une proposition à la CNAM se chiffrant à 685 millions d’euros d’économies sur quatre ans. Et, bien qu’elle réponde à tous les critères demandés par la CNAM, elle a été balayée sans autre forme de procès. Les pouvoirs publics doivent arrêter de nous mener en bateau et répondre précisément à nos propositions.
* Notre revendication est claire : oui à une contribution exceptionnelle des laboratoires sur le COVID, oui à un effort important sur nos financements jusqu’en 2026 mais non à une politique du rabot qui détruirait notre modèle au détriment des Français. Tant que nous n’aurons pas obtenu gain de cause avec un accord écrit des autorités sur ce point, nous ne céderons pas.
* Que ce soit par la grève ou par d’autres moyens, nous maintiendrons la pression.
* Il en va de la survie de la biologie médicale française.

**Sur votre mobilisation**

1. **C’est la première fois que les laboratoires organisent un front commun pourquoi ?**

* Parce que jamais la biologie du quotidien n’a jamais été aussi directement menacée par le politique.
* Notre profession a déjà permis à la CNAM de réaliser 5,2 mds € d’économie en 10 ans.
* Aller plus loin dans cette politique en nous imposant + d’un milliard de baisses de financement sur 4 ans et sans discussion, c’est risquer de mettre à mal une filière d’excellence qui agit au service des patients.
* Nous l’avons toujours dit : nous voulons participer à l’effort de maîtrise des dépenses, mais payer seuls la facture du quoiqu’il en coûte, c’est non.
* Surtout si le prix à payer pour cette facture est la désorganisation de notre filière au détriment des patients.

1. **Pourquoi êtes-vous mobilisés ?**

* La biologie médicale est bien plus qu’une ligne budgétaire, c’est un investissement pour la santé des Français et la performance de notre système de santé.
* L’imposition d’une politique de diminution tarifaire de tous les actes de biologie pour un montant aussi important est une décision purement comptable qui ne tient absolument pas compte de notre rôle !
* En prévoyant plus d’un milliard de baisses minimum sur notre enveloppe de biologie courante jusqu’en 2026, le gouvernement veut clairement asphyxier la biologie médicale.
* Nous sommes mobilisés parce que cette décision est dangereuse : pour la santé des Français, pour l’accès aux soins dans les territoires, et pour notre capacité à rester à la pointe de l’innovation au service des patients.

1. **Comprenez-vous l’effort demandé par le gouvernement ?**

* Bien sûr que nous le comprenons ! Et nous sommes prêts à faire 685 millions d’euros d’économies durant 4 ans s’il le faut.
* Le problème n’est pas de participer, c’est de voir comment on participe !
* Depuis le début, le projet de régulation du gouvernement vise le financement des actes de routine réalisés par les biologistes médicaux, au prétexte de notre activité Covid. C’est tout ce qu’il ne faut pas faire !
* Une situation exceptionnelle appelle une contribution exceptionnelle, mais pas une ponction historique sur des actes de biologie qui n’ont rien à voir avec le Covid.
* Malgré cela, et au vu de l’inflexibilité des autorités, nous avons décidé de faire également cet effort sur nos financements courants. Après avoir regardé en détail, nous avons donc formulé une proposition de 685 millions d’euros d’économies sur 4 ans qui est le maximum que nous pouvons faire sans prendre le risque de déstabiliser en profondeur notre filière.
* Et voilà que les pouvoirs publics trouvent que ce n’est toujours pas assez !

* C’est incompréhensible, sauf à vouloir faire un symbole en nous punissant pour l’exemple.
* D’autant que la BM a déjà fait des efforts : plus de 5,2 milliards d’euros ont été économisés au bénéfice de la CNAM en 10 ans.
* Son coût est passé de 66 € à 57 € par habitant et par an entre 2013 et 2022 et elle ne représente que 1,8% des dépenses de santé.
* On ne peut pas faire n’importe quoi avec la santé des Français !

1. **Quel est l’impact de ce coup de rabot pour la profession ?**

* Il est important de rappeler que les biologistes médicaux contribuent à 70% des diagnostics et décisions médicales alors que les actes de biologie ne représentent que 1,8 % des dépenses de santé. Il est donc impensable de décider de l’avenir de notre profession sur la base d’une période historiquement exceptionnelle et décorrélée de notre activité de routine.
* Une telle décision coûteraient très cher en termes de santé publique. Si ces économies nous sont imposées nous serions obligés de :
* Diminuer nos investissements technologiques (en 10 ans nous avons investi 5 milliards d’euros sur l’innovation, demain nous ne pourrons plus)
* Réduire nos effectifs et /ou geler les augmentations et le système de prime grevant ainsi le pouvoir d’achat de nos salariés (Pour rappel, la biologie médicale représente 50 000 emplois au cœur des territoires, +10% d’effectifs depuis la Covid)
* Fermer des sites et en premier lieu ceux qui participent à l’accès aux soins dans les territoires les plus isolés / ou réduire les plages horaires  (induisant des pertes de chance pour les patients) – au moins 10 % de nos sites sont menacés par ce projet de rabot
* Le gouvernement fait de la démagogie sanitaire ! Nous ne pouvons pas assumer seuls le poids du « quoiqu’il en coûte » ! On nous demande de réduire unilatéralement le remboursement de tous les actes de biologie médicale et donc nos moyens humains et matériels, quand dans le même temps les politiques de santé donnent chaque jour de nouvelles missions aux laboratoires – par ex : le dispositif de lutte contre le VIH « Au labo sans ordo » ou la montée en puissance du dépistage des HPV.
* Il n’est pas entendable qu’une profession modèle comme la nôtre, qui rassemble 50 000 professionnels, dans 4200 laboratoires et rendant un service quotidien à un demi-million de Français, soit punie pour l’exemple.
* Il faut bien rappeler une chose : le « quoiqu’il en coûte » est une décision du gouvernement. Nous avons appliqué à la lettre une politique de dépistage open bar parce que cela nous a été demandé et alors même que, dès septembre 2020, nous alertions sur le risque financier et organisationnel d’une telle politique. Mais nous n’avons pas été entendus et avons dû nous organiser pour y répondre.
* Et maintenant, on nous reproche d’avoir obtempéré… c’est le monde à l’envers !

1. **En même temps, votre rentabilité s’est largement accrue dernièrement…**

* C’est faux. Le gouvernement prétend que nous avons fait 7 milliards de profits… c’est ce qu’a dit M. Attal le 10 novembre : il confond chiffre d’affaires et résultat !
* Bien sûr que nous avons eu une activité exceptionnelle, nous ne l’avons jamais niée. Mais une activité exceptionnelle suppose également des investissements matériels et humains exceptionnels !
* Le gouvernement laisse entendre que ce chiffre d’affaires serait tombé du ciel alors que c’est le résultat de ses décisions. Nous ne maîtrisons ni la demande de tests ni les tarifs, nous n’avons fait que répondre aux directives gouvernementales pour protéger la population et l’économie. Et nous avons alerté dès septembre 2020 sur les risques financiers d’une stratégie de dépistage tous azimuts !
* Bilan des courses : ça a coûté très cher à l’État, mais aussi aux laboratoires qui ont dû recruter, s’équiper, acheter en masse des machines et des réactifs, et faire tourner les laboratoires 24/7 !
* Il faut être très clair sur ce point : le Covid a coûté cher parce qu’on a réalisé des dizaines de millions de tests supplémentaires par rapport à l’activité normale des laboratoires. Mais ce n’est pas parce que le Covid a coûté cher que quelqu’un en a forcément profité !
* Enfin, il faut souligner que nous avons relevé le défi du Covid au pied levé alors même que nous sortions d’une décennie de contraction budgétaire : depuis 2013, le volume d’actes en biologie a crû de 30 % alors que nos dépenses n’augmentaient que de 3 %. L’ONDAM , lui, a progressé de près de 28% sur cette période.
* Sans oublier les efforts fournis par la profession pour améliorer les capacités de pilotage et de gestion de la crise par les pouvoirs publics : que ce soit au travers du développement du SIDEP ou de la participation active des laboratoires au projet EMERGEN.
* Et on voudrait maintenant nous mettre au pilori ? C’est incompréhensible.

1. **Êtes-vous prêts au dialogue ?**

* Nous nous sommes toujours inscrits dans une démarche de dialogue et nous ne changerons pas de méthode.
* Nous sommes prêts à travailler à une régulation tarifaire pour participer à l’effort de maitrise des dépenses de santé sur le périmètre Covid, nous l’avons toujours dit.
* Toutefois, un projet purement comptable d’une telle ampleur aurait des incidences graves :
* En contraignant nos capacités d’investissement technologique ;
* En nous obligeant à fermer des sites, particulièrement dans les territoires où l’offre de soins est déjà insuffisante.
* Plus globalement, ce coup de rabot aurait pour conséquence une dégradation progressive de la qualité des prises en charges.

**Sur le développement de la profession**

1. **Comment expliquez-vous votre croissance exceptionnelle depuis 3 ans, soit plus de 85% ?**

* Il y a des raisons structurelles au développement de la biologie depuis 10 ans. L’État a notamment fait évoluer notre rôle et élargi notre champ de compétences. Nous sommes souvent le premier contact humain dans le parcours de soin et nous nous inscrivons dans le cadre d’une stratégie de soin préventive.
* Mais le principal facteur de croissance est conjoncturel en raison de l’activité liée à la Covid. Notre maillage territorial, y compris en zone rurale, a permis de protéger la population grâce à l’accessibilité et la proximité des tests. Depuis mai 2020, plus de 120 millions de tests RT-PCR ont été réalisés.
* Notre activité a donc explosé du fait de la politique de dépistage des autorités, que nous avons scrupuleusement exécutée malgré nos inquiétudes sur les risques de dérapage financier d’une telle stratégie. Nous l’avons d’ailleurs dit dès l’automne 2020. Et aujourd’hui on nous punit pour avoir obéi…

1. **Vous indiquez que ces profits sont nécessaires au développement de vos activités, quelle part est investie dans le développement et quelle part est redistribuée aux actionnaires et parties bénéficiaires ?**

* La question est mal posée. Le gouvernement prétend que nous avons fait 7 milliards de profits… c’est ce qu’a dit M. Attal le 10 novembre : il confond chiffre d’affaires et résultat !
* Bien sûr que nous avons eu une activité exceptionnelle, nous ne l’avons jamais niée. Mais une activité exceptionnelle suppose également des investissements matériels et humains exceptionnels !
* Le gouvernement laisse entendre que ce chiffre d’affaires serait tombé du ciel alors que c’est le résultat de ses décisions. Nous ne maîtrisons ni la demande de tests ni les tarifs, nous n’avons fait que répondre aux directives gouvernementales pour protéger la population et l’économie. Et nous avons alerté dès septembre 2020 sur les risques financiers d’une stratégie de dépistage tous azimuts !
* Bilan des courses : ça a coûté très cher à l’État, mais aussi aux laboratoires qui ont dû recruter, s’équiper, acheter en masse des machines et des réactifs, et faire tourner les laboratoires 24/7 !
* Il faut être très clair sur ce point : le Covid a coûté cher parce qu’on a réalisé des dizaines de millions de tests supplémentaires par rapport à l’activité normale des laboratoires. Mais ce n’est pas parce que le Covid a coûté cher que quelqu’un en a forcément profité !

1. **Vous êtes souvent considérés comme des « profiteurs de guerre », qu’en pensez-vous ?**

* Les périodes d’austérité et de récession poussent à chercher des coupables. Néanmoins, les LBM ont assuré et assumé une mission d’intérêt général et ont répondu présent avec tout ce qu’un contexte de crise impliquait.
* Quant à parler de « profiteurs », la formule est hors de propos ! Bien sûr que nous avons eu une activité exceptionnelle du fait du Covid. Mais pas par choix : parce que la situation l’imposait et que nous répondions expressément à une stratégie nationale de prévention décidée par les pouvoirs publics.
* Les BM ne contrôlent ni les tarifs ni la demande, et on voudrait nous accuser d’avoir profité de la crise ? Nous n’avons fait que répondre à un besoin vital et, conscients de l’exceptionnalité de cette situation et de son coût pour les finances publiques, nous sommes prêts aujourd’hui à contribuer pour aider à la maîtrise des dépenses de santé.
* D’autant qu’il ne faudrait pas oublier que nous avons relevé le défi du Covid au pied levé alors même que nous sortions d’une décennie de contraction budgétaire : depuis 2013, le volume d’actes en biologie a crû de 30 % alors que nos dépenses n’augmentaient que de 3 %. L’ONDAM , lui, a progressé de près de 28% sur cette période.
* Malgré cela, nous avons été au rendez-vous de la crise et avons mis sur la table les investissements nécessaires (en machines et en personnels).
* Sans oublier les efforts fournis par la profession pour améliorer les capacités de pilotage et de gestion de la crise par les pouvoirs publics : que ce soit au travers du développement du SIDEP ou de la participation active des laboratoires au projet EMERGEN.
* Et on voudrait maintenant nous mettre au pilori ? C’est incompréhensible.

1. **Sur la taxe sur les superprofits ?**

* Nous avons pleinement répondu à la mission qui nous a été confiée par le gouvernement en réalisant 90% de l’activité PCR.
* Dans les premières lignes au plus fort de la pandémie, nous avons géré la crise sanitaire, la désorganisation de l’activité de routine (-40 à 50% au moment du confinement), l’absentéisme du personnel et le désarroi du personnel mobilisé, l’afflux continue de patients sans équipement (absence d’automates PCR suffisamment dimensionnés ou de réactifs lors des premières vagues).
* Parler aujourd’hui de superprofits est démagogique. Surtout si c’est pour confondre profits et chiffre d’affaires comme le fait le gouvernement.
* Oui, nous sommes prêts à contribuer exceptionnellement sur le fondement de la suractivité Covid, mais nous ne laisserons pas dire que nous avons profité quand nous n’avons fait que notre devoir sanitaire conformément aux directives gouvernementales.
* Et nous laisserons encore moins passer une ponction sur notre budget de biologie quotidienne, qui nous permet de prendre en charge un demi-million de patients par jour.

* **Qu’avez-vous à dire sur la remarque du gouvernement concernant la hausse structurelle de votre rentabilité et la financiarisation du secteur ?**
* Il n’y a pas de hausse structurelle de notre rentabilité. Il y a des économies d’échelle qui ont été réalisées depuis 10 ans suite à une consolidation du secteur demandée par les pouvoirs publics !
* Et cette dynamique a permis de constituer des réseaux performants et innovants qui ont pu investir 5 milliards d’euros pour construire une biologie de pointe et ça, sans jamais diminuer leur maillage territorial.
* En agissant contre la réalité par pur dogmatisme, le gouvernement n’obtiendra qu’une chose : l’asphyxie d’une profession exemplaire qui a montré son utilité pour la santé des Français.

* **Quelles leçons avez-vous tiré du Covid ?**

* Nous avons su faire preuve dans la gestion de la crise d’une réelle capacité d’adaptation et d’anticipation et nous devons le souligner cela s’est fait aussi grâce à l’assurance d’un soutien financier de l’Assurance Maladie et la confiance du gouvernement.
* La pandémie a mis en lumière l’intérêt central du dépistage systématique pour briser les chaînes de transmission
* Les actions que nous avons menées ont démontré que nous pouvions et devions agir de concert avec les pouvoirs publics afin de mettre en place une stratégie commune afin de lutter contre les risques de pandémie.
* Si nous devons encore réduire nos marges de manœuvre budgétaires, nous ne pourrons pas être aussi réactifs et efficaces en cas de nouvelle pandémie.